



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

MW/PR

Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

Procès-verbal de la réunion du 22 octobre 2012

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 19 (N°12) et 25 avril 2012 (N°13), du 10 mai 2012 (N°14), du 7 juin 2012 (N°16) et du 9 juillet 2012 (N°21)
2. Echange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - Evaluation de la vidéosurveillance en vue de la prorogation sur base du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la Police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité

*

Présents : M. Xavier Bettel, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, M. Camille Gira, M. Ali Kaes, M. Jean-Pierre Klein, M. Gilles Roth, M. Ben Scheuer

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Andrée Colas, Directeur, Direction de la Sécurité intérieure, du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gast Gibéryen, M. Jean-Paul Schaaf, M. Robert Weber, M. Raymond Weydert

*

Présidence : M. Ali Kaes, Président de la Commission

*

1. Approbation de projets de procès-verbal

Les projets de procès-verbal ne donnent pas lieu à observation et sont approuvés.

2. Echange de vues au sujet de la vidéosurveillance

A la suite de quelques mots d'introduction du Président de la Commission, Monsieur le Ministre rappelle que le sujet de la vidéosurveillance a été largement discuté à l'occasion de la présentation en octobre 2011 de l'étude réalisée par le professeur Manfred Bornewasser.

La présente réunion a pour objet la prorogation de la vidéosurveillance par règlement ministériel, conformément au règlement grand-ducal du 1^{er} août 2007 autorisant la création et l'exploitation par la Police d'un système de vidéosurveillance des zones de sécurité. La situation actuelle permet de constater qu'il n'existe de raison particulière ni pour abolir la vidéosurveillance ni pour la continuer. L'avis du Procureur d'Etat du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, rendu en vertu de l'article 10 du règlement grand-ducal précité du 1^{er} août 2007, est favorable à la continuation de la vidéosurveillance. Le comité de prévention de la Ville de Luxembourg n'a pas encore émis d'avis.

Monsieur le Ministre déclare que la vidéosurveillance a fait ses preuves. Il rappelle les deux raisons qui avaient amené le ministre compétent de l'époque à introduire le système de vidéosurveillance : il s'agissait, d'une part, de créer un sentiment de sécurité chez le citoyen et, d'autre part, de répondre à une demande de la Ville de Luxembourg pour l'introduction d'un tel système, notamment pour rendre le chemin de l'école plus sûr.

L'orateur présente à la Commission un document d'évaluation de la vidéosurveillance du 1^{er} août 2011 au 31 juillet 2012 (cf. annexe). En raison de l'augmentation du nombre des délits commis dans les zones de sécurité B (Ville Haute avec le Centre Aldringen) et C (quartier de la gare), un député pose la question de savoir si l'effet de la vidéosurveillance est en train de s'estomper. Monsieur le Ministre réplique que les caméras ont permis le retraçage dans 343 cas des 394 infractions constatées au moyen des caméras. Il ne se prononce pas pour une surveillance systématique, mais considère la vidéosurveillance comme mesure normale aux endroits névralgiques, dont le stade « Josy Barthel », en insistant à nouveau sur l'approche minimaliste adoptée en la matière (mise en œuvre restrictive et raisonnable de la vidéosurveillance). Par ailleurs, l'orateur répète que la vidéosurveillance représente un élément de toute une stratégie, dont font partie les patrouilles de police, le travail des « streetworkers » et la poursuite judiciaire.

Un député estime que la criminalité s'est déplacée en raison de la vidéosurveillance et souligne l'importance de comparer le nombre d'infractions avant et après la mise en vigueur du système. En ce qui concerne les travaux de restructuration du Centre Hamilius, il convient de voir si et dans quelle mesure la vidéosurveillance pourra être maintenue à cet endroit qui ne fera alors plus partie du domaine public. Dans le contexte de la criminalité dans le quartier de la gare en particulier, l'orateur indique que les communes n'ont pas les compétences nécessaires et rappelle une avant-proposition de loi de l'année 2010 relative aux compétences des agents municipaux.

Monsieur le Ministre fait remarquer que la Ville de Luxembourg est l'une des capitales les plus sûres en Europe. Quant au déplacement de la criminalité dans les rues avoisinantes, non surveillées, de la gare, l'étude Bornewasser a montré que ce déplacement n'est pas un effet de la vidéosurveillance. L'orateur rappelle qu'il ne fait installer des caméras que sur demande de la commune concernée. Il partage d'ailleurs la vue des députés pour élargir les compétences des agents municipaux et introduire des sanctions administratives, et explique en avoir déjà discuté avec le Ministre de la Justice.

A une question afférente d'un membre de la Commission, Monsieur le Ministre souligne que le sentiment subjectif de sécurité ne peut être exprimé en chiffres. Le seul moyen pour le quantifier consiste à faire une enquête auprès de la population, ce qu'a fait le professeur Bornewasser. On peut alors présumer que le sentiment subjectif de sécurité des personnes interrogées, qui considèrent la vidéosurveillance comme plus-value, augmente.

Pour un autre député, rappelant que la vidéosurveillance doit être proportionnelle par rapport à sa finalité, les personnes en charge de l'observation des images doivent être des officiers de police judiciaire. La vidéosurveillance constitue en effet une atteinte à la vie privée des citoyens, celle-ci étant garantie par la Constitution. L'évaluation des images, qui constituent des données sensibles, devrait donc être assurée par des personnes ayant la qualité d'OPJ.

Les citoyens doivent être informés de toute vidéosurveillance, également de celle qui ne fait pas partie d'une des zones de sécurité sur base du règlement grand-ducal précité du 1^{er} août 2007.

L'orateur insiste aussi sur l'avant-proposition de loi dont question ci-dessus, en ce qui concerne un élargissement des compétences des agents municipaux.

Monsieur le Ministre partage la vue du député quant à la proportionnalité de la vidéosurveillance. L'évaluation des images est effectivement faite par des OPJ. La tâche du personnel civil se limite à l'observation des images ; dès qu'une infraction est constatée, le personnel policier intervient. Par ailleurs, les retraçages ne sont faits que par des OPJ. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre indique que les effectifs limités de la police contraignent à faire des choix pour l'affectation des OPJ.

Toutes ces questions seront traitées plus en détail dans le cadre de la réforme de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police. La question de la vidéosurveillance autre que celle réglée par le règlement grand-ducal précité du 1^{er} août 2007 est à discuter au sein de la Commission juridique avec le Ministre de la Justice.

Au sujet des coûts de la vidéosurveillance, Monsieur le Ministre communiquera les données à la Commission. Il renvoie aussi à sa réponse du 21 novembre 2011 à la question parlementaire n° 1716, comprenant une évaluation des frais du projet pilote VISUPOL sur le territoire de la Ville de Luxembourg de 2005 à 2011.

Luxembourg, le 5 novembre 2012

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président,
Ali Kaes

Annexe : Evaluation der polizeilichen Videoüberwachung im Großherzogtum
Luxemburg – Periode vom 01.08.2011 – 31.07.2012

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

POLICE GRAND-DUCALE



EVALUATION

**der polizeilichen Videoüberwachung im
Großherzogtum Luxemburg**

Periode vom 01.08.2011 - 31.07.2012

- Großherzogliches Reglement vom 01. August 2007 betreffend die Einführung und Nutzung der polizeilichen Videoüberwachung in den Sicherheitszonen
- Ministerielles Reglement vom 10. November 2011 betreffend die Verlängerung der aktuellen Sicherheitszonen

August 2012

Inhaltsverzeichnis

1	ANALYSE DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES	3
1.1	STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN 3 SICHERHEITZONEN IN DER ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2010 – 31. JULI 2011 INKLUSIV	4
1.2	STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN 3 SICHERHEITZONEN IN DER ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2011 – 31. JULI 2012 INKLUSIV	5
1.2.1	<i>Monatliche Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der 3 Sicherheitszonen (01. August 2010 - 31. Juli 2011).....</i>	<i>7</i>
1.2.2	<i>Monatliche Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der 3 Sicherheitszonen (01. August 2011 - 31. Juli 2012).....</i>	<i>7</i>
1.2.3	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der Sicherheitszone A (01. August 2010 - 31. Juli 2011).....</i>	<i>8</i>
1.2.4	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der Sicherheitszone A (01. August 2011 - 31. Juli 2012).....</i>	<i>8</i>
1.2.5	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der Sicherheitszone B (01. August 2010 - 31. Juli 2011).....</i>	<i>9</i>
1.2.6	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der Sicherheitszone B (01. August 2011 - 31. Juli 2012).....</i>	<i>9</i>
1.2.7	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der Sicherheitszone C (01. August 2010 - 31. Juli 2011).....</i>	<i>10</i>
1.2.8	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen innerhalb der Sicherheitszone C (01. August 2011 - 31. Juli 2012).....</i>	<i>10</i>
2	STATISTISCHE AUSWERTUNG DER INTERN VON VISUPOL FESTGESTELLTEN UND BEARBEITETEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER 3 SICHERHEITZONEN.....	11
2.1	ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011 INKLUSIV	11
2.2	ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012 INKLUSIV	13
3	UNTERSUCHUNG ZU EVENTUELLEN VERDRÄNGUNGSEFFEKTEN.....	15
3.1	STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER 3 SICHERHEITZONEN DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011 INKLUSIV)	17
3.2	STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER 3 SICHERHEITZONEN DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012 INKLUSIV)	18
3.2.1	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen in den angrenzenden Strassen der Sicherheitszone A der Videoüberwachung (01. August 2010 - 31. Juli 2011 inklusiv).....</i>	<i>20</i>
3.2.2	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen in den angrenzenden Strassen der Sicherheitszone A der Videoüberwachung (01. August 2011 - 31. Juli 2012 inklusiv).....</i>	<i>20</i>
3.2.3	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen in den angrenzenden Strassen der Sicherheitszone B der Videoüberwachung (01. August 2010 – 31. Juli 2011 inklusiv).....</i>	<i>21</i>
3.2.4	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen in den angrenzenden Strassen der Sicherheitszone B der Videoüberwachung (01. August 2011 – 31. Juli 2012 inklusiv).....</i>	<i>21</i>
3.2.5	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen in den angrenzenden Strassen der Sicherheitszone C der Videoüberwachung (01. August 2010 – 31. Juli 2011 inklusiv).....</i>	<i>22</i>
3.2.6	<i>Aufteilung der festgestellten Zuwiderhandlungen in den angrenzenden Strassen der Sicherheitszone C der Videoüberwachung (01. August 2011 – 31. Juli 2012 inklusiv).....</i>	<i>22</i>
4	BEDEUTSAME FÄLLE IN DER ZEITSPANNE VOM 01.08.2011 - 31.07.2012	23
4.1	SICHERHEITZONE A (QUARTIER LIMPERTSBERG-GLACIS).	23
4.2	SICHERHEITZONE B (ALDRINGEN).	24
4.3	SICHERHEITZONE C (QUARTIER DE LA GARE).	24

1 ANALYSE DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES

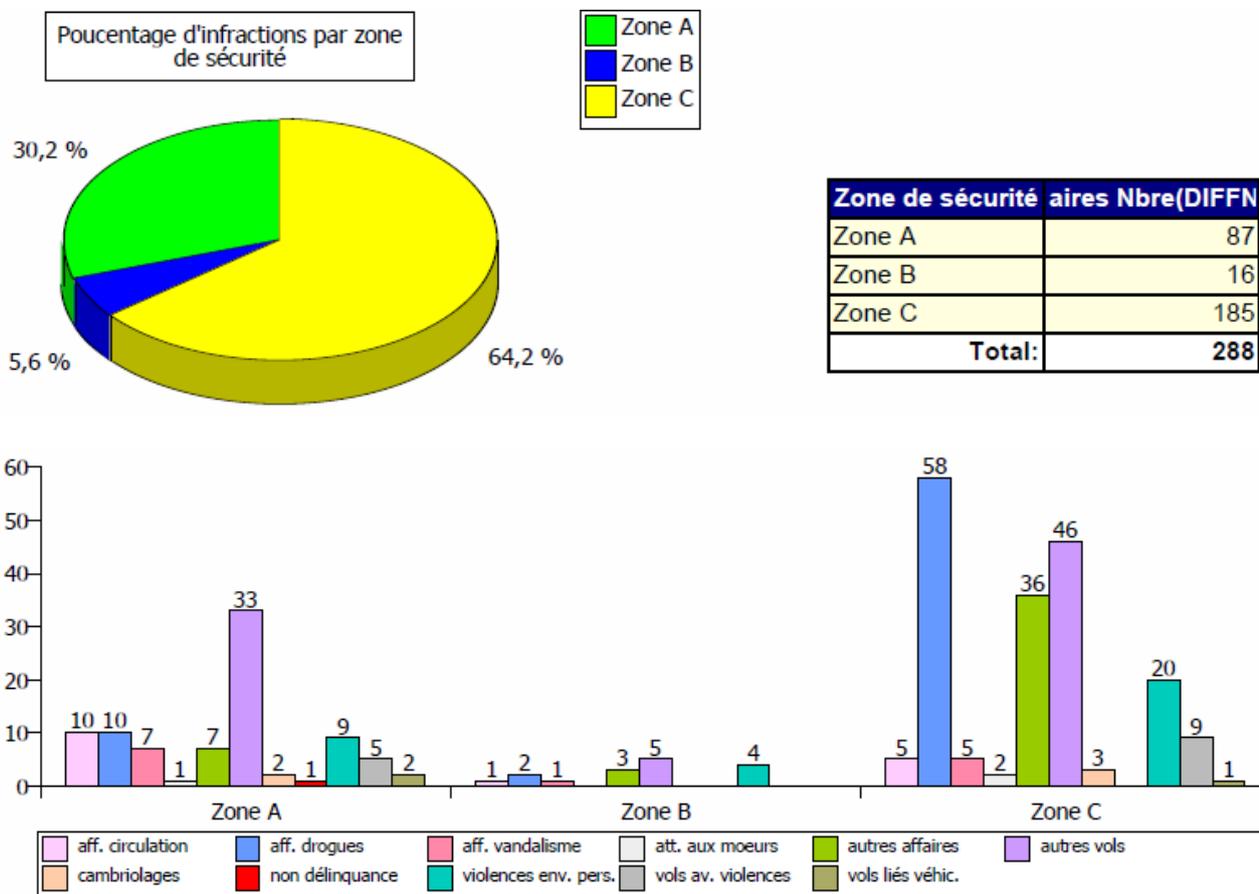
Die statistischen Analysen zum Kriminalitätslagebild innerhalb der 3 festgelegten Sicherheitszonen beziehen sich auf Straftaten, welche Gegenstand eines Protokolls oder eines Berichtes versandt an die Staatsanwaltschaft waren und aus dem statistischen Material der polizeiinternen „Informations policières“ herausgefiltert wurden. Nicht jede Straftat kann mit einer Kamera beobachtet und festgestellt werden. Bei Straftaten wie Finanzvergehen, Wirtschaftskriminalität, Internetstraftaten, Straftaten die auf mündlichen Drohungen, Injurien oder ähnlichen Straftaten basieren ist es unmöglich diese mit der polizeilichen Videoüberwachung festzustellen. Es wurden demnach nur Straftaten der nachstehenden Straftatkategorien, welche auf öffentlicher Straße stattfanden, für die statistische Auswertung berücksichtigt. Die nachstehend abgebildeten Zahlen und Grafiken wurden der Videoüberwachungsabteilung seitens der Direction de l'Information der Polizei zur Verfügung gestellt.

Straftatbestand-Legende

Bettelei
Bombe
Brand
BTM-Gesetzgebung
Diebstahl
Entführung
Fahndung
Geiselnahmen
Verstöße gegen die Gemeindereglementation
Hausierhandel
Hold-Up
Hilflose Person
Mord
Observation transfrontalière
Randalierer
Rebellion
Schusswaffengebrauch
Selbstmord
Schlägerei/Gewalttätigkeiten
Sexualdelikte
Vermisste Person
Zerstörung/Beschädigung
Fahrerflucht

1.1 STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN 3 SICHERHEITZONEN IN DER ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2010 – 31. JULI 2011 INKLUSIV

Zur genauen Feststellung der Entwicklung des Kriminalitätsbildes innerhalb der 3 Sicherheitszonen der polizeilichen Videoüberwachung, sollen die statistischen Zahlen ab 01. August 2010 - 31. Juli 2011 analysiert werden um einen direkten Vergleich mit den statistischen Zahlen des aktuellen Jahres 2012 zu ermöglichen.

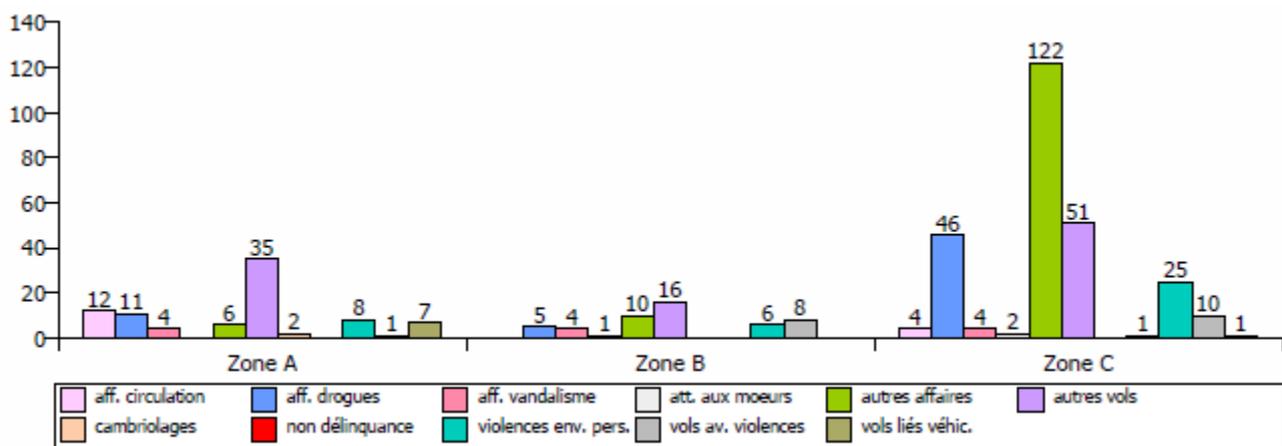
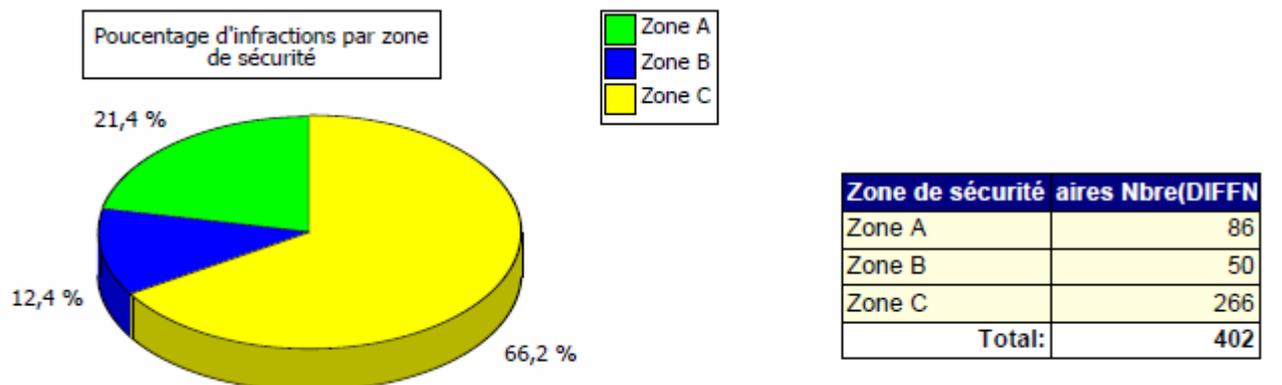


In der Periode vom 01. August 2010 bis einschließlich 31. Juli 2011 wurden in den drei Sicherheitszonen insgesamt 288 Straftatbestände aus dem vorher erwähnten Straftatkatlog festgestellt oder bei der Polizei zur Klage gebracht. Hiervon fanden 85 Straftaten in der Sicherheitszone A, 16 in der Sicherheitszone B und 185 in der Sicherheitszone C statt.

	Zone A							Zone B		Zone C				Total:
	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	B1	B2	C1	C2	C3	C4	
autres vols	2			2		27	2	4	1	18	8	10	10	84
affaires drogues	2	3	2		2	1		2		15	3	36	4	70
autres affaires	1	1		1		4		3		12	3	17	4	46
violences envers les personnes	1					8		4		5	4	4	7	33
affaires de circulation						10		1		4	1			16
vols avec violences	1			2		2				2		4	3	14
affaires de vandalisme	1		2			4		1		3	1		1	13
cambrjolages	1					1				2			1	5
atteintes aux moeurs				1								1	1	3
vols liés aux véhicules						2				1				3
non délinquance						1								1
Total:	9	4	4	6	2	60	2	15	1	62	20	72	31	288

1.2 STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN 3 SICHERHEITZONEN IN DER ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2011 – 31. JULI 2012 INKLUSIV

Gegenwärtige Zahlen beziehen sich auf die Auswertungsperiode vom 01. August 2011 – einschließlich 31. Juli 2012.



	Zone A							Zone B		Zone C				Total:
	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	B1	B2	C1	C2	C3	C4	
autres affaires				1		5		8	2	35	18	22	47	138
autres vols	5	1	1	2	1	24	1	14	2	19	10	11	11	102
affaires drogues	6	4	1					5		13	4	25	4	62
violences envers les personnes	4					3	1	6		5	6	6	8	39
vols avec violences	1							6	2	6	2	1	1	19
affaires de circulation			1			9	2			3			1	16
affaires de vandalisme						4		3	1		2	2		12
vols liés aux véhicules						7					1			8
atteintes aux moeurs								1				2		3
cambrjolages						2								2
non délinquance											1			1
Total:	16	5	3	3	1	54	4	43	7	81	44	69	72	402

In der Periode vom 01. August 2011 bis einschließlich 31. Juli 2012 wurden in den drei Sicherheitszonen insgesamt 402 Straftatbestände aus dem vorher erwähnten Straftatkatlog festgestellt oder bei der Polizei zur Klage gebracht. Hiervon fanden 86 Straftaten in der Sicherheitszone A, 50 in der Sicherheitszone B und 266 in der Sicherheitszone C statt. Im direkten Vergleich mit dem Vorjahr wurde in allen drei Sicherheitszonen ein **Anstieg** der Straftatbestände festgestellt werden.

Im direkten Vergleich mit den Vorjahreszahlen ging die Infraktionsrate in der Sicherheitszone A um 1 Delikt **zurück**.

In der Sicherheitszone B musste im Vergleich zum Vorjahr ein **Anstieg** der Straftatbestände um 34 Einheiten, auf insgesamt 50 Delikte verzeichnet werden.

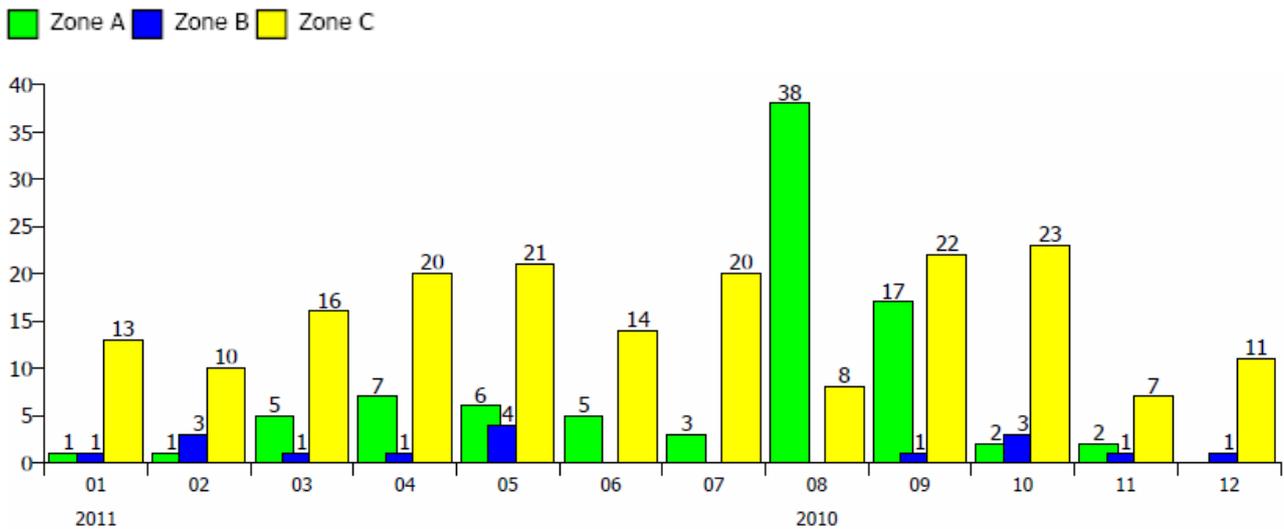
In der Sicherheitszone C wurden im Vorjahr 185 Straftaten festgestellt. In der Periode vom 01. August 2011 bis einschließlich 31. Juli 2012 wurden in der Sicherheitszone C 266 Straftaten konstatiert. Demnach ein **Anstieg** um 81 Delikte, wobei 25 Straftaten als Gewaltdelikte (Schlägereien, Körperverletzungen) anzusetzen sind. Die Diebstähle mit Gewalttätigkeiten stiegen von 9 auf 10 Delikte. Die Verstöße gegen die BTM-Gesetzgebung in der Sicherheitszone C verzeichnen einen **Rückgang** von 58 Delikten auf 46 Delikte.

In der Vorjahresstatistik belief sich die Anzahl der Delikte der Straftatkategorie „autres affaires“ in der Sicherheitszone C auf 36 Delikte. In der Periode vom 01. August 2011 bis einschließlich 31. Juli 2012 wurden in dieser Kategorie in der Sicherheitszone 122 Delikte. Demnach ein Anstieg um 86 Einheiten.

Bei der Kategorie „**autres affaires**“ handelt es sich um folgende Straftatbestände:

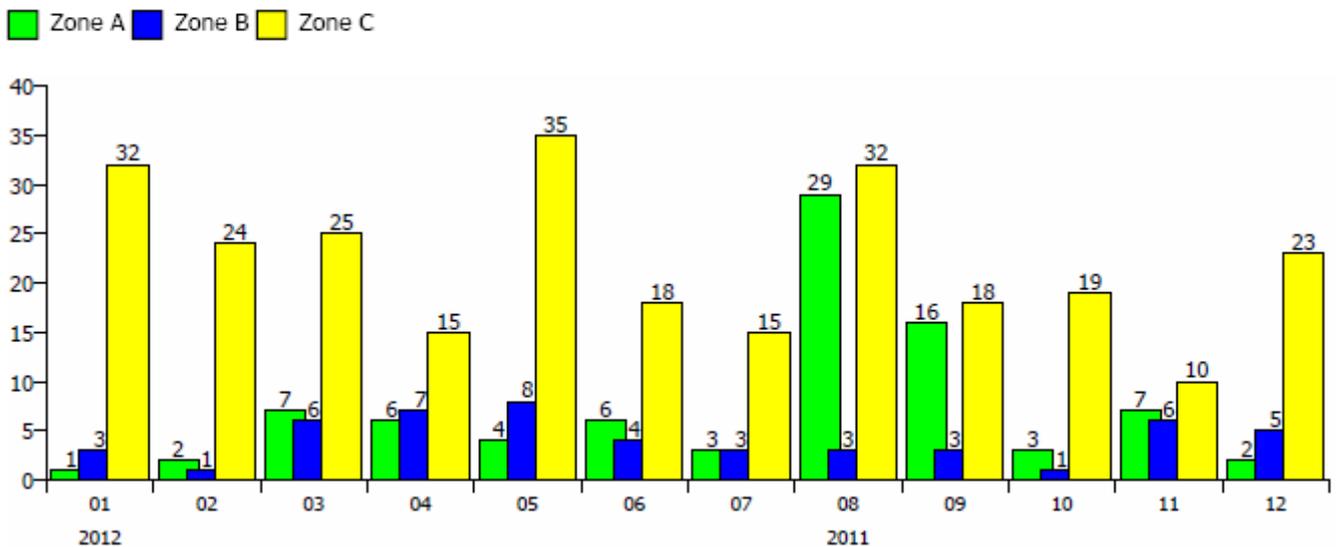
Diffamation
Verleumdung
Injurien
Drohungen
Öffentliches Ärgernis durch Trunkenheit
Verbotene Waffen
Verstoß gegen Gemeindereglemente
Amtsbeleidigung
Hausierhandel
Bombenalarm
Falsche Pässe, Führerscheine, Dokumente
Zuwiderhandlungen Fremdenpolizei
Falschgeld
Zechprellerei

1.2.1 MONATLICHE AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER 3 SICHERHEITZONEN (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011)



Bei der monatlichen Aufteilung der Straftaten wurde, genau wie im Vorjahr, festgestellt, dass sich der Hauptanteil dieser Straftaten während der Sommermonate August und September in der Sicherheitszone A (grün) ereignete, wissentlich, dass in dieser Zone die alljährliche „Schueberfouer“ stattfindet. Zudem wird die zur Sicherheitszone angehörige Kinnekswiss in diesen Monaten stark frequentiert.

1.2.2 MONATLICHE AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER 3 SICHERHEITZONEN (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012)

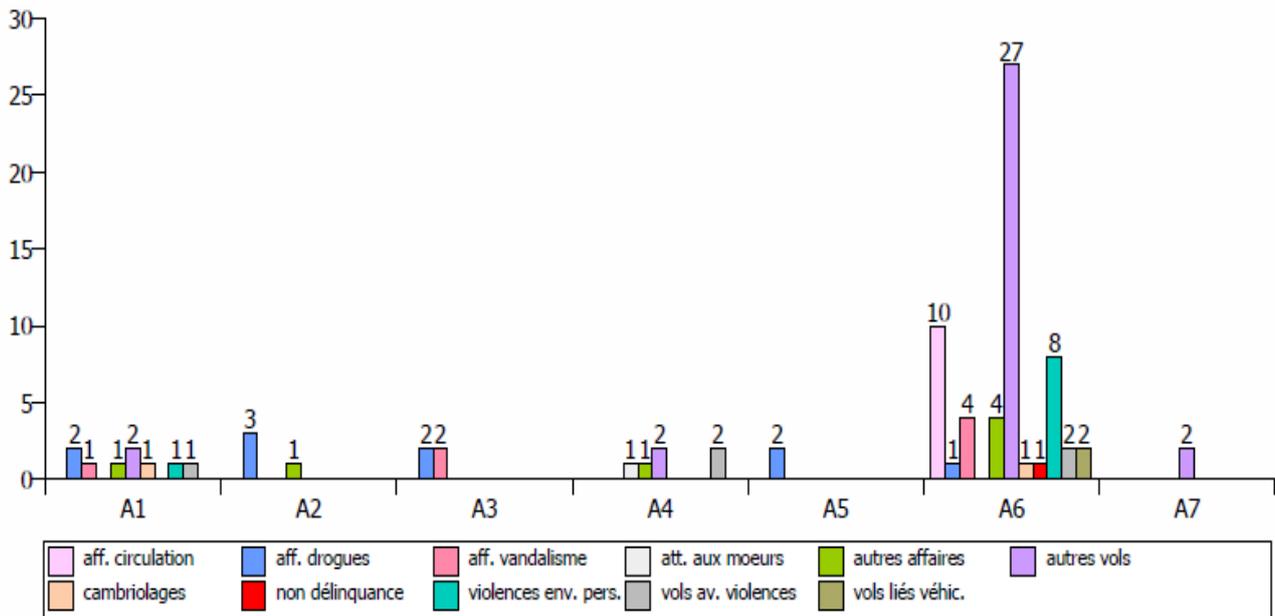


Im Monat August 2011 wurde insbesondere ein **Anstieg** der Straftaten in der Sicherheitszone C von 8 auf 32 Delikte, also um 24 Einheiten festgestellt. Es handelt sich vor allem um kleinere Diebstähle und Gewaltdelikte.

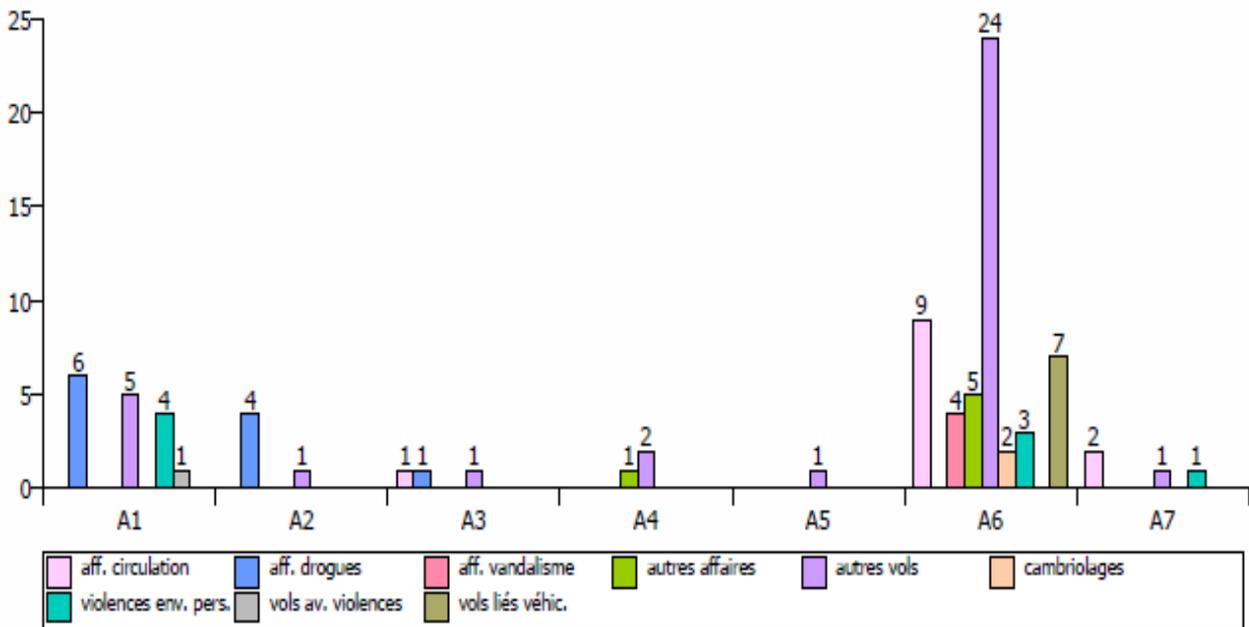
Es konnte in der Sicherheitszone C ein Anstieg aller Straftaten festgestellt werden, insbesondere in den Wintermonaten und den Monaten Mai und August.

Bei der monatlichen Aufteilung der Straftaten wurde, genau wie im Vorjahr, festgestellt, dass sich ein großer Teil der Straftaten während der Sommermonate August und September in der Sicherheitszone A (grün) ereignete, wissentlich, dass in dieser Zone die alljährliche „Schueberfouer“ stattfindet. Zudem wird die zur Sicherheitszone angehörige Kinnekswiss in diesen Monaten stark frequentiert.

1.2.3 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER SICHERHEITZONE A (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011)

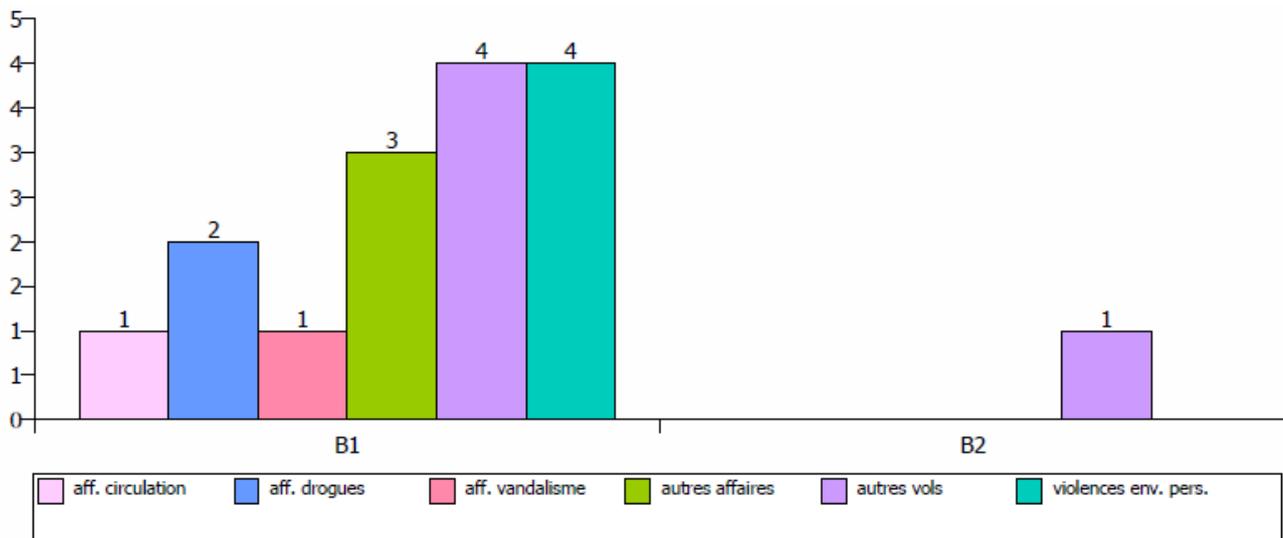


1.2.4 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER SICHERHEITZONE A (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012)



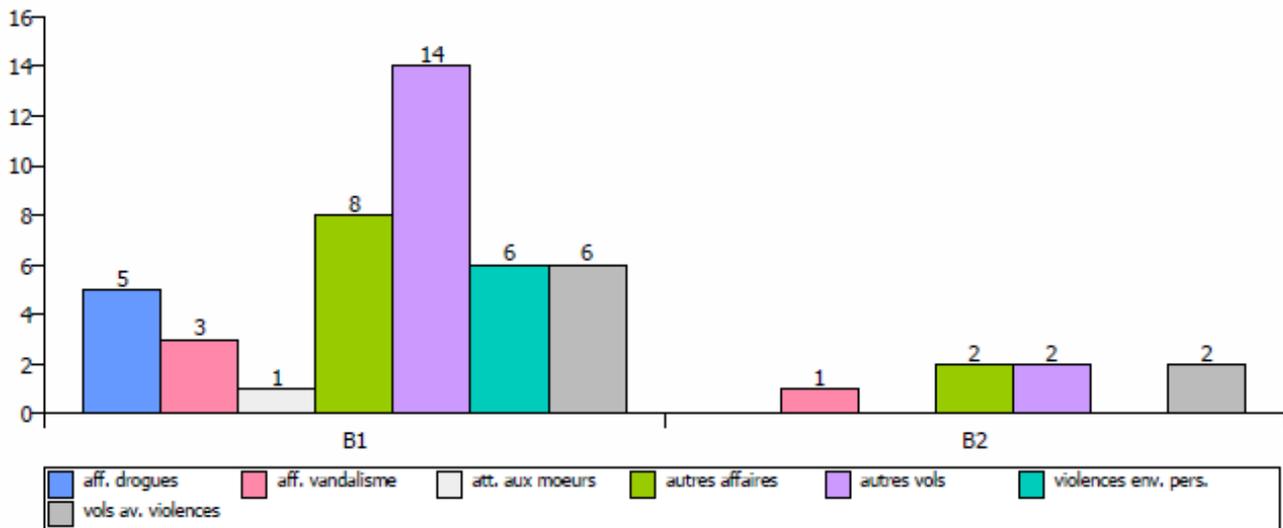
In der Teilzone A6 der Sicherheitszone A, wobei es sich um das Parkfeld des Glacis handelt, wurde im Vergleich zum Vorjahr, ein Rückgang der einfachen Diebstahlsdelikte um 3 Straftaten festgestellt. Wobei der Großteil dieser Diebstähle sich während der alljährlichen „Schueberfouer“ ereignete. Ein Anstieg der Diebstahlsdelikte im Zusammenhang mit Fahrzeugen in der Teilzone A6 von 2 Delikten auf 7 musste ebenfalls festgestellt werden.

1.2.5 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER SICHERHEITSSZONE B (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011)



Bei der Kategorie „autres affaires“ handelt es sich um die Feststellungen wie selbstmordgefährdete Personen, hilflose Personen und Verstöße gegen das Gemeindereglement etc. (siehe Tabelle Seite 6). Vor allem Angehörige der Punkszene und Alkoholranke, die sich in den Wintermonaten vermehrt in der Sicherheitszone B2 (Unterführung Aldringen) aufhalten, kommen dort ihrem Alkoholkonsum nach und verunreinigen die Geschäftsgalerie indem sie gegen die Wände urinieren oder ihren Abfall unsachgemäß entsorgen.

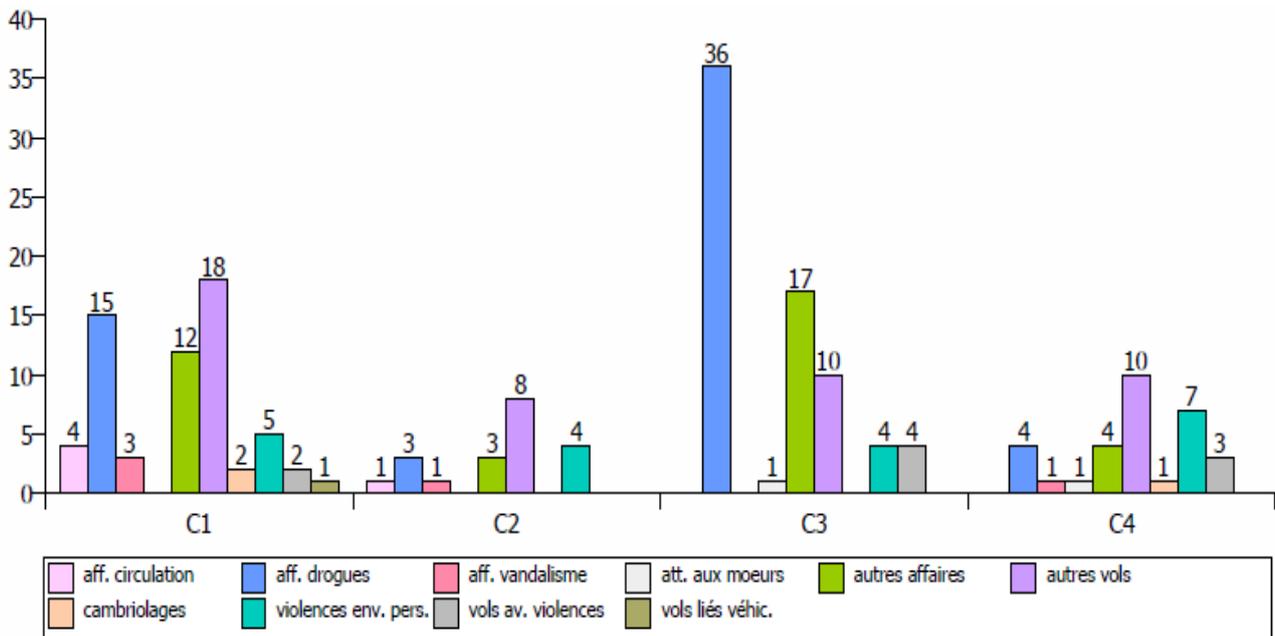
1.2.6 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER SICHERHEITSSZONE B (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012)



In der Teilzone B1 (Busbahnhof Aldringen) wurde im Vergleich zu den Vorjahreszahlen ein **Anstieg** der einfachen Diebstahlsdelikte von 4 auf 11 Straftaten (Plus 7 Einheiten) festgestellt. Bei der Straftatkategorie „Violences envers personnes“ (Schlägereien) wurde in dieser Teilzone ein **Anstieg** von 2 Einheiten festgestellt.

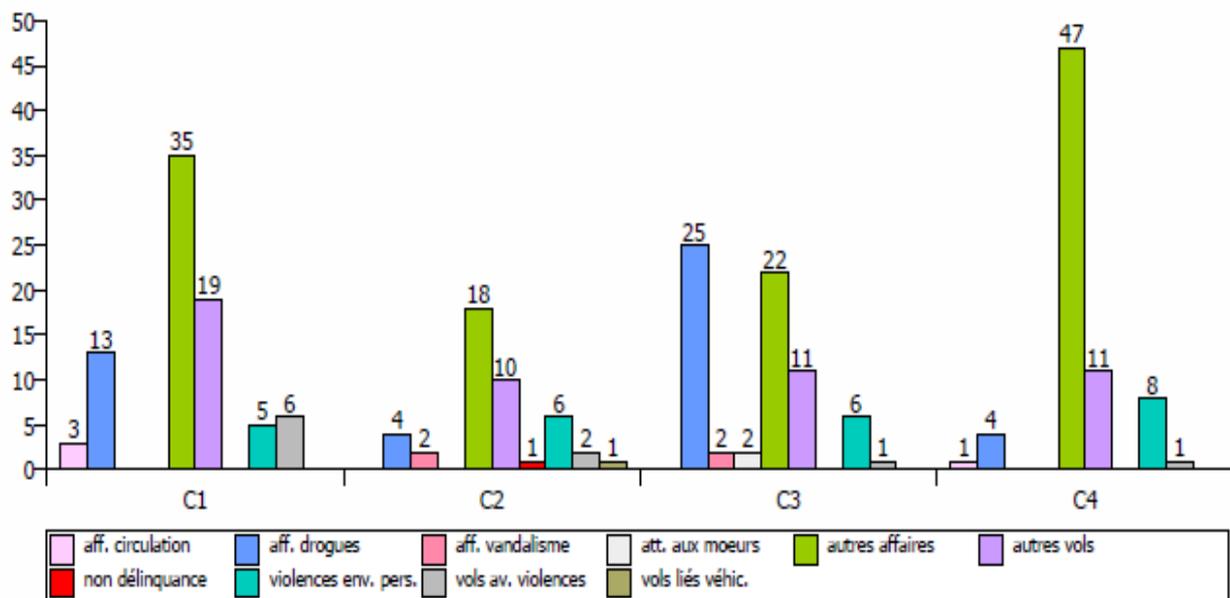
In der Teilzone B2 (Galerie Aldringen) wurde dieses Jahr ein **Anstieg** von 1 auf 7 Straftaten festgestellt. Es handelte sich um 2 einfache Diebstähle, 2 Gewalttaten, 2 hilflose Personen und 1 Vandalismusdelikt. Dies bedeutet einen **Anstieg** der Straftaten um 6 Einheiten, vorwiegend verübt durch jugendliche Straftäter.

1.2.7 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER SICHERHEITSSZONE C (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011)



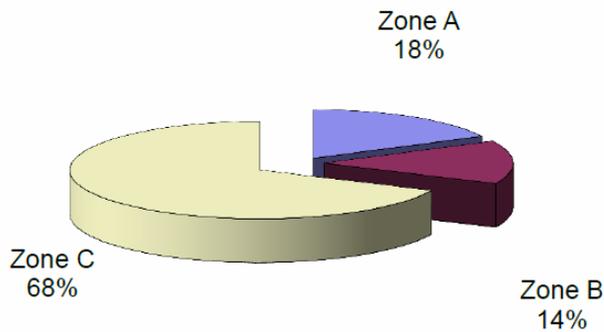
In der Zeitspanne vom August 2010 – einschließlich Juli 2011 betrug die Anzahl der Drogendelikte in der Sicherheitszone C 58 Delikte.

1.2.8 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER SICHERHEITSSZONE C (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012)

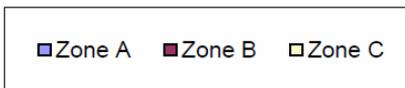


In der Sicherheitszone C **sank die Anzahl** der Drogendelikte von 58 Einheiten auf 46 Straftaten. Bei der Straftatkatgorie „**autres affaires**“ (Siehe Tabelle Seite 6) stieg die Anzahl der Straftaten von 36 Delikten auf 122. Auch **stieg** die Zahl der Gewaltdelikte gegen Personen (Schlägereien), welche bei der Polizei zur Klage gebracht wurden, um 5 Einheiten von 20 auf 25 Delikte.

2 STATISTISCHE AUSWERTUNG DER INTERN VON VISUPOL FESTGESTELLTEN UND BEARBEITETEN ZUWIDERHANDLUNGEN INNERHALB DER 3 SICHERHEITZONEN
2.1 ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011 INKLUSIV



Zone de sécurité	Nombre d'affaires
Zone A	66
Zone B	54
Zone C	256
Total:	376



Zone A : Limpertsberg

Zone B : Aldringen

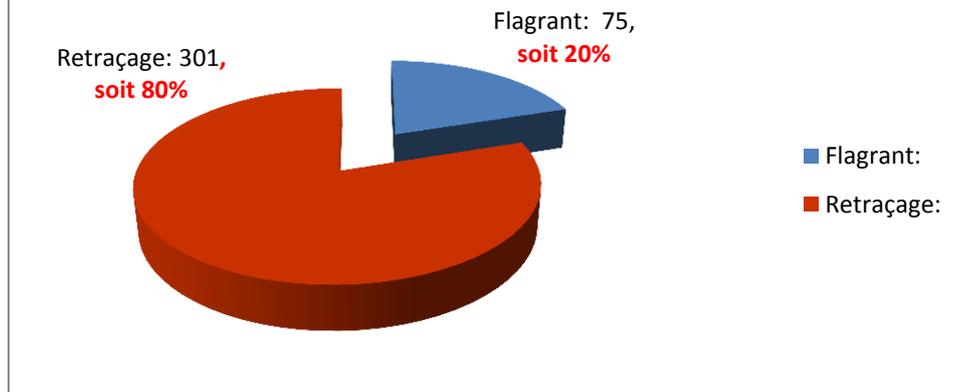
Zone C : Quartier de la Gare

	Zone A	Zone B	Zone C
Fahrerflucht	10	1	8
Taschendiebstahl	0	0	0
Körpverletzung	6	14	43
Hilflose Person	3	0	13
Vandalismus	7	5	10
Diebstahl	16	17	66
Randalierer	0	0	0
Trunkenheit im Strassenverk.	0	0	3
Verstoß gg. BtmG	1	0	41
Sexualdelikte	2	0	8
Diebstahl an/aus Kfz.	1	0	0
Diebstahl v. Gewalttätigkeiten	10	7	13
Waffen	3	2	15
Fahndungen	2	1	13
Festnahmen	0	0	0
Bettelei	0	0	1
Brand/Brandstiftung	0	0	0
Divers	5	7	16
Verstoss Gemeindereglement	0	0	6
Total:	66	54	256

Total: 376

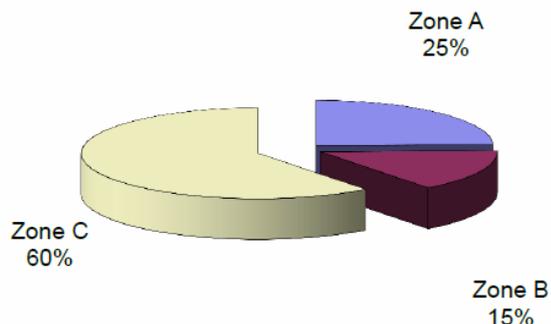
In der erwähnten Jahresstatistik vom 01. August 2010 – zum 31. Juli 2011 wurden insgesamt 288 Straftatbestände in den 3 Sicherheitszonen notiert. Es handelt sich hierbei um Straftaten die bei der Polizei zur Klage gebracht wurden und Gegenstand einer so genannten „Information Policière“ waren. Die polizeiliche Videoüberwachungszentrale bearbeitete für die gegenwärtige Periode jedoch 376 Straftatbestände, sprich Interventionen.

Differenz Flagrant / Retraçage 2010-2011



Bei der Anzahl von 376 seitens der Videoüberwachungszentrale festgestellten Straftatbeständen und Interventionen wurden 75 Vorfälle „live“ beobachtet, somit 20% und 301 Straftatbestände, sprich 80% wurden in der so genannten retrograden Auswertung bearbeitet.

2.2 ZEITSPANNE VOM 01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012 INKLUSIV



Zone de sécurité	Nombre d'affaires
Zone A	97
Zone B	59
Zone C	238
Total:	394

■ Zone A	■ Zone B	■ Zone C
----------	----------	----------

Zone A : Limpertsberg

Zone B : Aldringen

Zone C : Quartier de la Gare

	Zone A	Zone B	Zone C
Fahrerflucht	17	2	8
Taschendiebstahl			
Körperverletzung	14	4	46
Hilflose Person		1	6
Vandalismus	7	4	10
Diebstahl	27	25	69
Randalierer	1		4
Trunkenheit im Strassenverk.	2		
Verstoß gg. BtmG	4		24
Sexualdelikte	4		4
Diebstahl an/aus Kfz.	3		
Diebstahl v. Gewalttätigkeiten	6	10	25
Waffen		1	5
Fahndungen	2	2	14
Festnahmen			1
Bettelei		1	2
Brand/Brandstiftung		1	
Divers	10	6	19
Verstoss Gemeindereglement		2	1
Total:	97	59	238

Total : 394

In der erwähnten Jahresstatistik vom 01. August 2010 – zum 31. Juli 2011 wurden insgesamt 402 Straftatbestände in den 3 Sicherheitszonen notiert. Es handelt sich hierbei um Straftaten die bei der Polizei zur Klage gebracht wurden und Gegenstand einer so genannten „Information Policière“ waren. Die polizeiliche Videoüberwachungszentrale bearbeitete für die gegenwärtige Periode 394 Straftatbestände, sprich Interventionen.

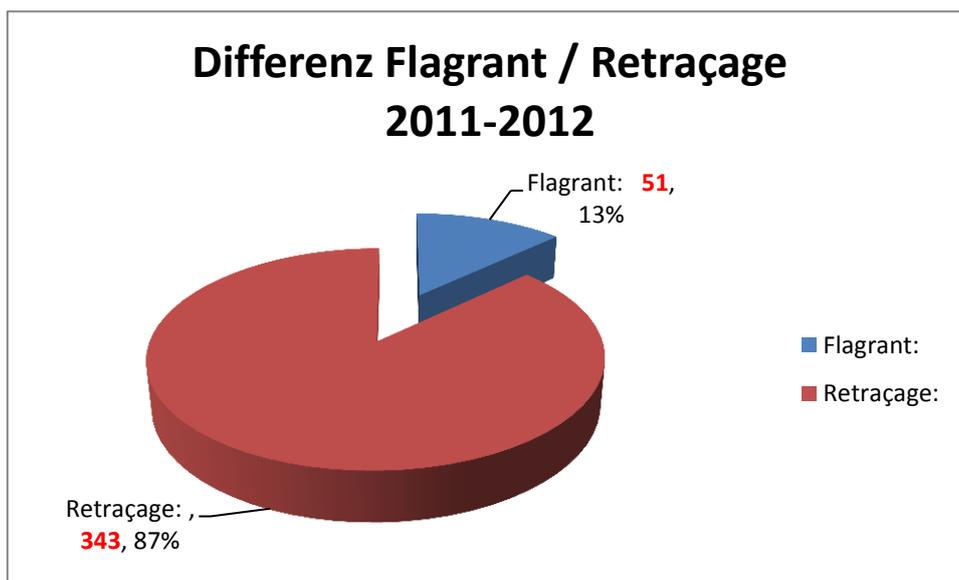
Bei der Straftatkategorie der Körperverletzungen wurden seitens VISUPOL im Vorjahr 46 Infraktionen festgestellt. In diesem Jahr waren es 64, also ein Anstieg um 18 Einheiten. Es handelte sich vorwiegend um Affekthandlungen, welche im Zustand der Trunkenheit oder des Drogenkonsums von Seiten Obdachloser und Drogenkonsumenten stattfanden. Mehrere dieser Körperverletzungen wurden nicht zur Klage gebracht.

Die Straftatkategorie des einfachen Diebstahls verzeichnete im Vorjahr 99 Straftaten gegenüber 121 Straftaten in diesem Jahr. Demnach ein Anstieg um 22 Einheiten. Der Großteil dieser einfachen Diebstähle wurde mutmaßlich von osteuropäischen Staatsangehörigen verübt. Es handelte sich vorwiegend um Brieftaschen-, Handtaschen-, Handydiebstähle.

Bei den Verstößen gegen die BTM-Gesetzgebung wurden im Vorjahr 42 Straftaten gegenüber 28 Straftaten in diesem Jahr verzeichnet. Ein Rückgang um 14 Einheiten.

Die Straftatkatgorie des Diebstahls vermittels Gewalttätigkeiten verzeichnete im Vorjahr 30 Straftaten gegenüber 41 Straftaten in diesem Jahr. Demnach ein Anstieg um 11 Einheiten. Es wurde bislang festgestellt, dass die Gewaltbereitschaft allgemein in der Bevölkerung seit einigen Jahren ansteigt. Hierzu zählen nicht nur die Körperverletzungen ausgeführt zum Nachteil eines anderen Bürgers, sondern auch die sogenannten Rebellionen gegen Polizeibeamte. Immer öfters werden Polizeibeamte bei ihren Einsätzen von gewaltbereiten, teils alkoholisierten Delinquenten angegriffen und teils schwer verletzt.

Die Straftatkatgorie der verbotenen Waffen wies im letzten Jahr die Anzahl von 20 Verstößen auf. In diesem Jahr betrug die Anzahl dieser Delikte lediglich 6.



Bei der Anzahl von 394 seitens der Videoüberwachungszentrale festgestellten Straftatbeständen und Interventionen wurden 51 Vorfälle „live“ beobachtet, somit 13% und 343 Straftatbestände, sprich 87% wurden in der so genannten retrograden Auswertung bearbeitet.

Im Vergleich zu den Vorjahren muss ein konstanter Rückgang der als im „Live-Modus“ beobachteten Straftaten seitens des Videoüberwachungspersonals festgestellt werden. Wir befürchten, dass sich trotz Schulungen dieser Trend fortsetzen wird. Es stellt sich somit die Frage nach der Ursachenforschung dieses Rückganges. Das Auswertungspersonal scheint nicht über den nötigen „polizeilichen Spürsinn“ zu verfügen. Teilweise fehlt einigen Operatoren auch die Motivation diese Arbeit gewissenhaft zu erledigen.

3 UNTERSUCHUNG ZU EVENTUELLEN VERDRÄNGUNGSEFFEKTEN.

Ein möglicher Verdrängungseffekt wurde nach zwei Kriterien untersucht. Zum einen war und ist eine „Verdrängung“ der Drogensüchtigen in die naheliegenden Beratungsstellen, wie TOX-IN, erwünscht, zum anderen wurde eine Verdrängung der Drogenproblematik und die daran gebundene Beschaffungskriminalität in andere Stadtgebiete oder benachbarte Straßen befürchtet. Allerdings ließ sich keine der beiden möglichen Alternativen empirisch nachweisen.

Zur Untersuchung eines möglichen Verdrängungseffektes wurden die in den drei Sicherheitszonen angrenzenden Straßen und Plätze auf ihr Kriminalitätslagebild einerseits für die Zeitspanne vom 01. August 2009 bis zum 31. Juli 2010 untersucht und andererseits für die Periode vom 01. August 2010 bis zum 31. Juli 2011. Somit soll ein direkter Vergleich der aktuellen statistischen Zahlen mit denjenigen des Vorjahres ermöglicht werden.

Außerhalb der **Sicherheitszone A (Limpertsberg)** wurden nachstehende Straßen für die genannte Zeitspanne statistisch untersucht:

Allée Scheffer
Rue Jean l'Aveugle
Rue Alfred de Musset
Rue Henri VII
Avenue Pasteur bis rue Henri VII
Avenue Victor Hugo bis rue Henri VII
Bvd Emanuel Servais
Avenue Amélie
Bvd Prince Henri
Rue Pescator.

Außerhalb der **Zone B (Aldringen)** wurden nachstehende Straßen für die genannte Zeitspanne statistisch untersucht:

Rue de la Poste
Avenue Monterey (Zone Piétonne)
Rue Aldringen
Rue Beck
Grand-Rue
Rue Notre Dame.

Außerhalb der **Zone C (Gare)** wurden nachstehende Straßen für die genannte Zeitspanne statistisch untersucht:

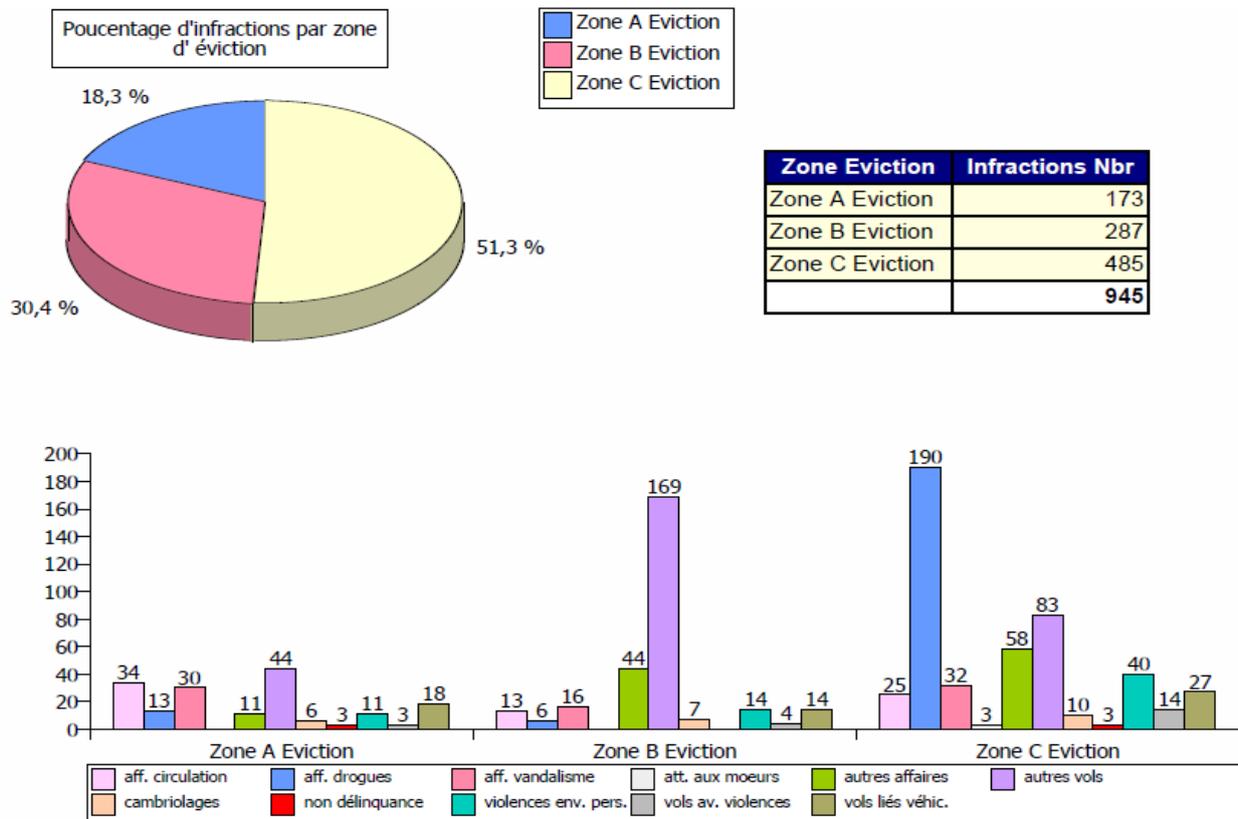
Rue de Strasbourg
Place de Strasbourg
Rue Joseph Junk
Rue d'Épernay
Rue du Commerce (Parking)
Rue Mercier
Rue du Fort Wedell
Rue de Reims

Um eine realistische Untersuchung eines möglichen Verdrängungseffektes zu gewährleisten wurde sich auf die gleichen Straftatbestände beschränkt wie in den vorhergegangenen statistischen Untersuchungen.

Straftatbestand-Legende

Bettelei
Bombe
Brand
BTM-Gesetzgebung
Diebstahl
Entführung
Fahndung
Geiselnahmen
Verstöße gegen die Gemeindereglementation
Hausierhandel
Hold-Up
Hilflose Person
Mord
Observation transfrontalière
Randalierer
Rebellion
Schusswaffengebrauch
Selbstmord
Schlägerei/Gewalttätigkeiten
Sexualdelikte
Vermisste Person
Zerstörung/Beschädigung
Fahrerflucht

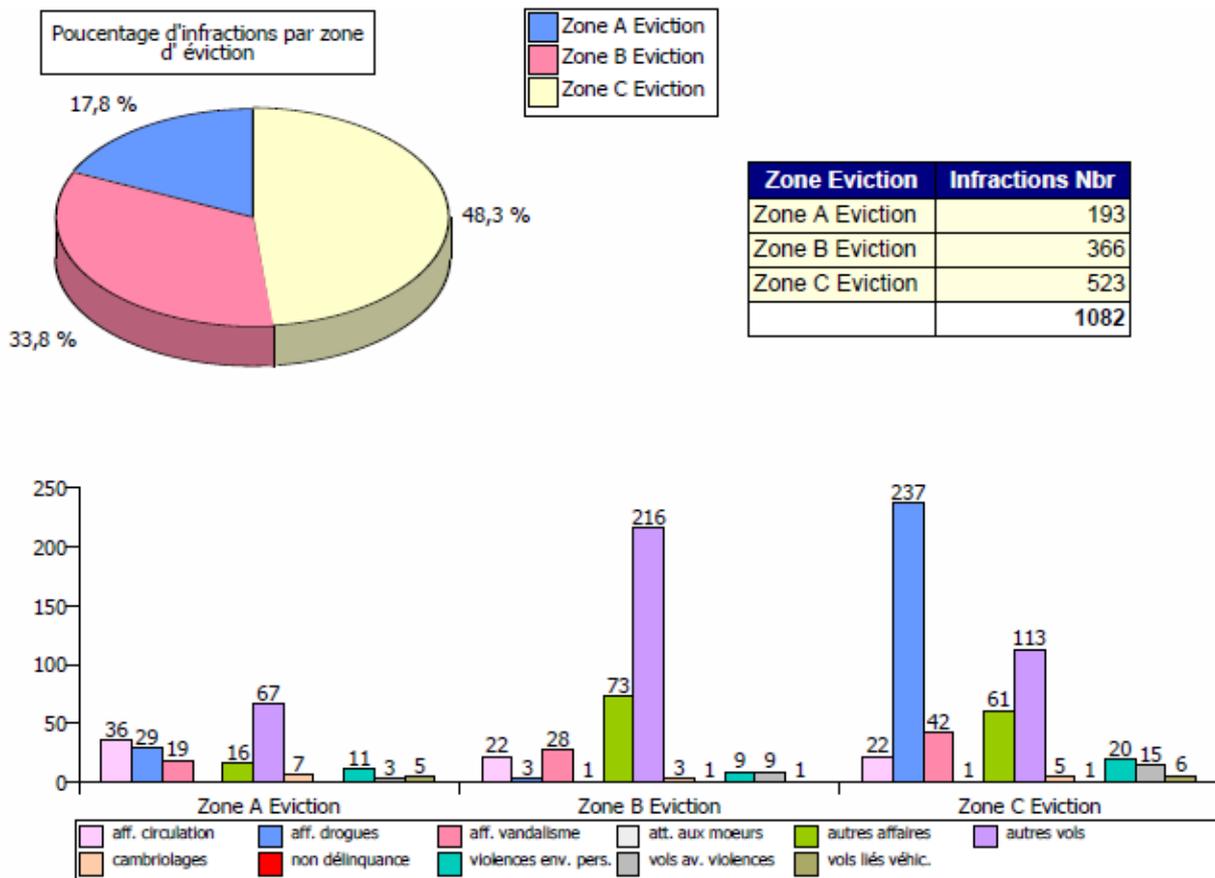
3.1 STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER 3 SICHERHEITZONEN DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011 INKLUSIV)



	Zone A Eviction	Zone B Eviction	Zone C Eviction	Total:
autres vols	44	169	83	296
affaires drogues	13	6	190	209
autres affaires	11	44	58	113
affaires de vandalisme	30	16	32	78
affaires de circulation	34	13	25	72
violences envers les personnes	11	14	40	65
vols liés aux véhicules	18	14	27	59
cambriolages	6	7	10	23
vols avec violences	3	4	14	21
non délinquance	3		3	6
atteintes aux moeurs			3	3
Total:	173	287	485	945

In der Zeitspanne vom 01. August 2010 – einschließlich 31. Juli 2011 wurden insgesamt 209 Drogendelikte in den zu untersuchenden angrenzenden Straßen der drei Sicherheitszonen festgestellt. Hierbei fanden 190 Drogendelikte allein in den angrenzenden Straßen der Sicherheitszone C statt. Ebenfalls fällt die Anzahl der einfachen Diebstähle der Kategorie „**autres vols**“ auf. Die Gesamtzahl dieser Straftaten belief sich auf 296 in den angrenzenden Straßen und Plätze der drei Sicherheitszonen, wobei der Großteil von 169 Straftaten in der Sicherheitszone B (Aldringen) stattfand. Es handelt sich hierbei größtenteils um Handtaschen- und Briefftaschendiebstähle, sowie einfache Diebstähle von Mobiltelefonen.

3.2 STATISTISCHE AUSWERTUNG DES KRIMINALITÄTSLAGEBILDES IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER 3 SICHERHEITZONEN DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012 INKLUSIV)



	Zone A Eviction	Zone B Eviction	Zone C Eviction	Total:
autres vols	67	216	113	396
affaires drogues	29	3	237	269
autres affaires	16	73	61	150
affaires de vandalisme	19	28	42	89
affaires de circulation	36	22	22	80
violences envers les personnes	11	9	20	40
vols avec violences	3	9	15	27
cambrjolages	7	3	5	15
vols liés aux véhicules	5	1	6	12
atteintes aux moeurs		1	1	2
non délinquance		1	1	2
Total:	193	366	523	1082

In der Zeitspanne vom 01. August 2011 – einschließlich 31. Juli 2012 wurden insgesamt 1082 Straftatbestände in den angrenzenden Straßen und Plätze der drei Sicherheitszonen festgestellt. Im Vergleich zum Vorjahr ein Anstieg um 137 Einheiten.

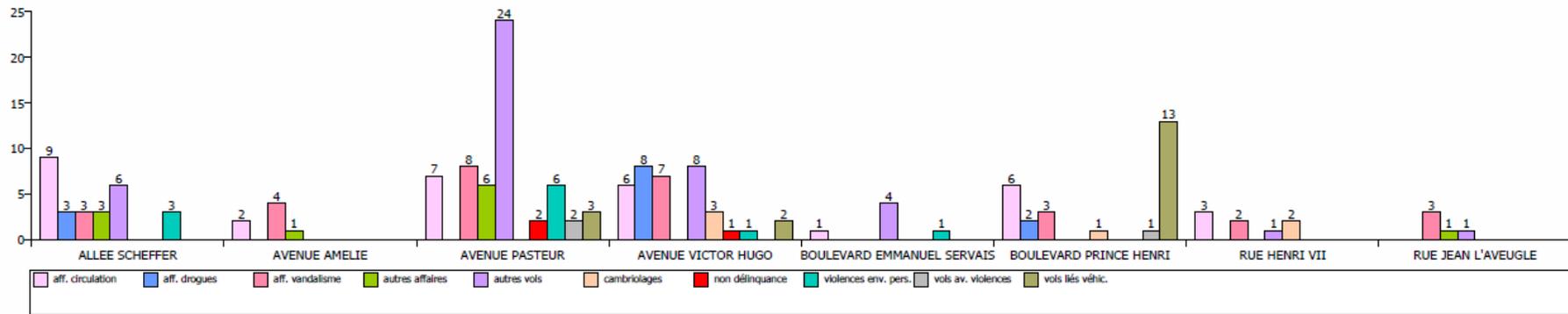
Dieses Jahr wurden insgesamt 269 Drogendelikte in den zu untersuchenden angrenzenden Straßen der drei Sicherheitszonen festgestellt. Im Vorjahr waren es noch 209. Demnach ein **Anstieg**

von 60 Straftaten in diesem Bereich. Hierbei fanden 237 Drogendelikte allein in den angrenzenden Straßen der Sicherheitszone C statt.

Ebenfalls fällt die Anzahl der einfachen Diebstähle der Kategorie „**autres vols**“ auf. Die Gesamtzahl dieser Straftaten belief sich im Vorjahr auf 296 in den angrenzenden Straßen und Plätze der drei Sicherheitszonen, wobei der Großteil von 169 Straftaten in der Sicherheitszone B (Aldringen) stattfand. In diesem Jahr betrug die Zahl dieser Delikte 396 Einheiten, wobei 67 Straftaten in der Zone A, 216 in der Zone B und 113 in der Sicherheitszone C stattfanden.

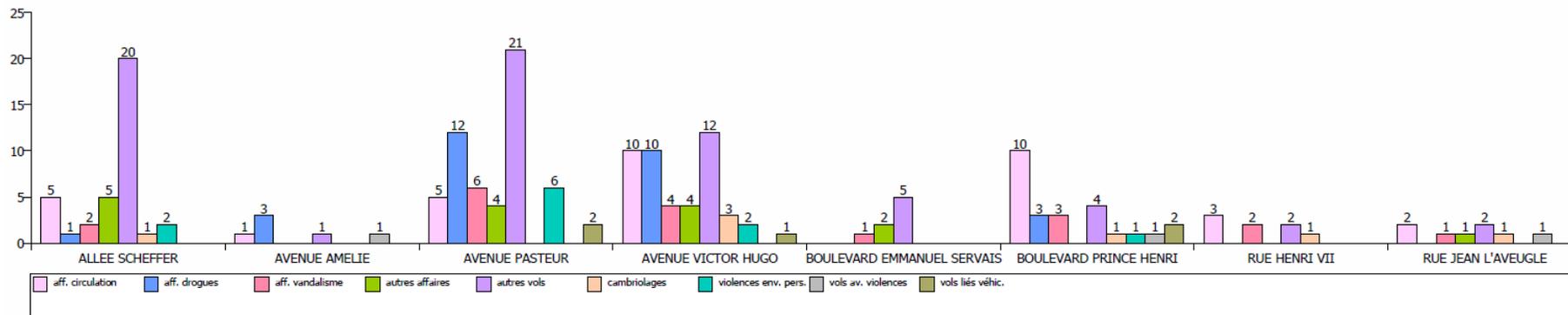
Bei der Straftatkategorie der Fahrzeugeinbrüche wurden im Vorjahr 59 Diebstähle registriert. In diesem Jahr lag die Zahl bei 12 Einheiten. Ein Rückgang um 47 Delikte.

3.2.1 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER SICHERHEITZONE A DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2010 - 31. JULI 2011 INKLUSIV)



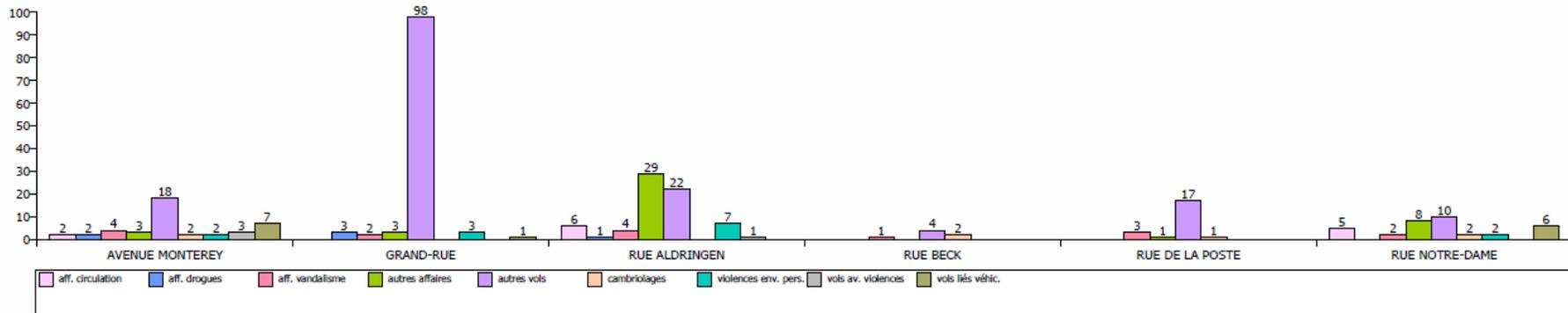
In der Zeitspanne vom 01. August 2010 bis einschließlich 31. Juli 2011 wurden in der Avenue Pasteur 24 Delikte der Kategorie „autres vols“ festgestellt. Es handelt es sich um Feststellungen wie Handtaschen- und Brieftaschendiebstähle, sowie Handydiebstähle.

3.2.2 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER SICHERHEITZONE A DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2011 - 31. JULI 2012 INKLUSIV)



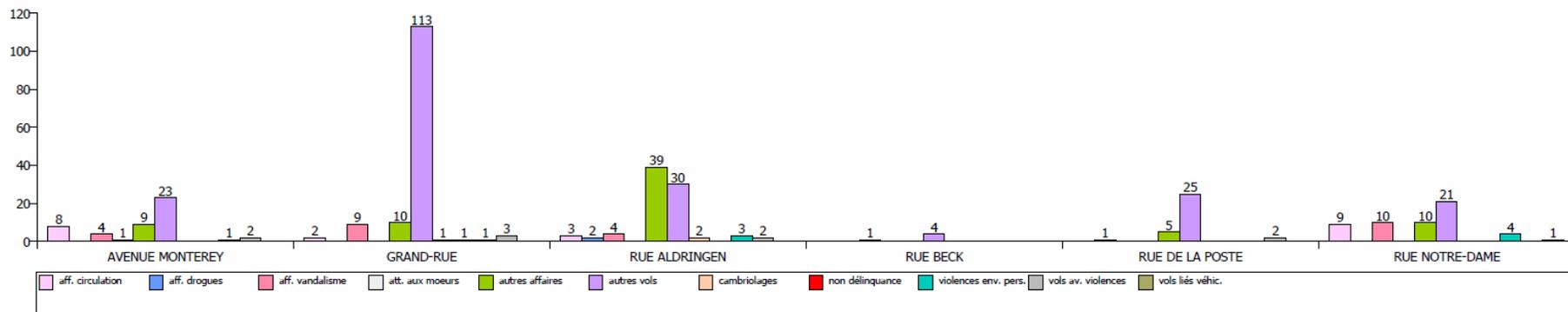
Gegenüber dem Vorjahr wurden in der Zeitspanne vom 01. August 2011 – einschließlich 31. Juli 2012 in der Avenue Pasteur 21 Delikte der Kategorie „autres vols“ festgestellt, was einen **Rückgang** um 1 Einheit bedeutet. Hingegen in der rue Allée Scheffer in dieser Kategorie die Delikte von 6 auf 20 anstiegen.

3.2.3 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER SICHERHEITZONE B DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2010 – 31. JULI 2011 INKLUSIV)



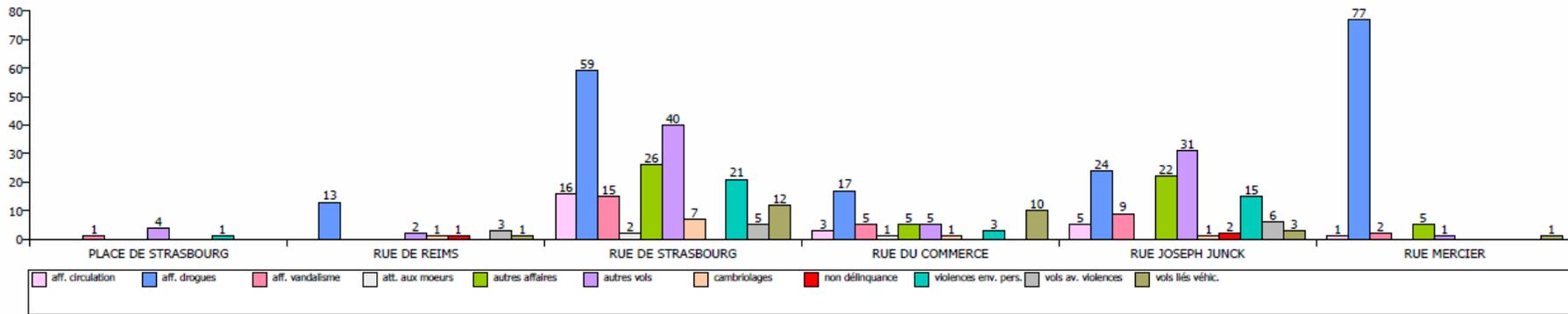
In der Zeitspanne vom 01. August 2010 bis einschließlich 31. Juli 2011 ist die Zahl der Straftatkatégorie „Autres vols“ vor allem in der Grand-Rue, 98 Straftaten, und der rue Aldringen, 22 Straftaten zu erkennen.

3.2.4 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER SICHERHEITZONE B DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2011 – 31. JULI 2012 INKLUSIV)



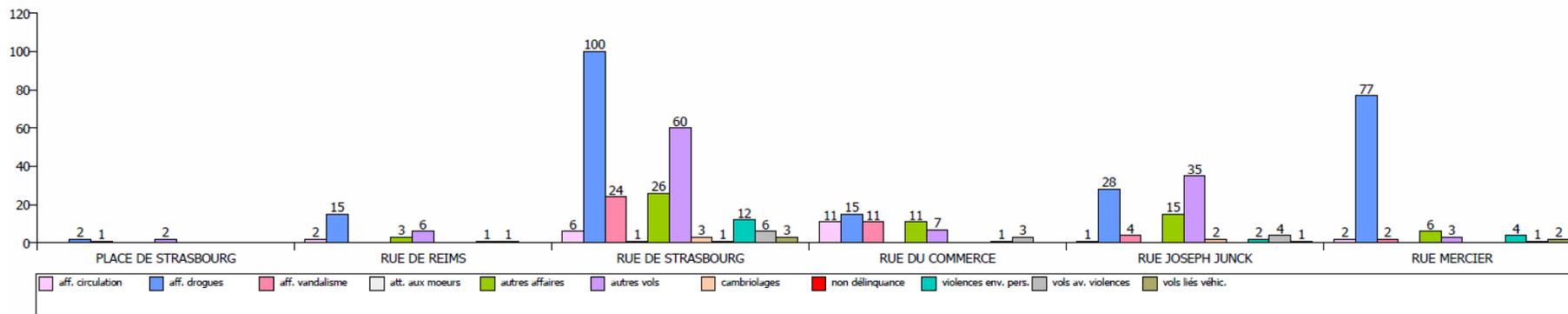
Gegenüber dem Vorjahr ist die Zahl der Straftaten der Straftatkatégorie „Autres affaires“ (Siehe Tabelle Seite 6) in der rue Aldringen von 22 auf 30 Einheiten gestiegen. In der Grand-Rue stieg die Anzahl der Diebstähle der Katégorie „autres vols“ von 98 auf 113 Einheiten. Es handelt sich vorwiegend um Brieftaschen- und Handtaschendiebstähle, sowie Diebstähle von GSM-Geräten.

3.2.5 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER SICHERHEITZONE C DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2010 – 31. JULI 2011 INKLUSIV)



In der Zeitspanne vom 01. August 2010 – einschließlich 31. Juli 2011 wurden in den angrenzenden Straßen und Plätze der Sicherheitszone C 190 Drogendelikte festgestellt. Die Anzahl der Diebstahlsdelikte „autres vols“ in diesen Straßen betrug 83 Einheiten.

3.2.6 AUFTEILUNG DER FESTGESTELLTEN ZUWIDERHANDLUNGEN IN DEN ANGRENZENDEN STRASSEN DER SICHERHEITZONE C DER VIDEOÜBERWACHUNG (01. AUGUST 2011 – 31. JULI 2012 INKLUSIV)



In der Zeitspanne vom 01. August 2011 – einschließlich 31. Juli 2012 wurden in den angrenzenden Straßen und Plätze der Sicherheitszone C 237 Drogendelikte festgestellt. Ein flagranter **Anstieg** um 47 Einheiten. Die Polizei geht bei diesen höheren Zahlen nicht von einem Verdrängungseffekt aus, sondern von anderen Anziehungspunkten. Die Anzahl der Diebstahlsdelikte „autres vols“ in diesen Straßen betrug 113 Einheiten. Ein **Anstieg** um 30 Einheiten.

4 BEDEUTSAME FÄLLE IN DER ZEITSPANNE VOM 01.08.2011 - 31.07.2012.

Zur Verdeutlichung der Effizienz der polizeilichen Videoüberwachung in der Zeitspanne vom 01.08.2011 – 31.07.2012 sind nachstehend einige bedeutsame Fälle aufgezählt, die durch die polizeiliche Videoüberwachungsabteilung ermittelt wurden oder durch die Mitarbeit der Abteilung zumindest zu deren Klärung beitrugen.

4.1 SICHERHEITZONE A (QUARTIER LIMPERSBERG-GLACIS).

- **Mehrere Fahrerfluchten auf Glacis.**

In der Zeitspanne vom 01.08.2011 – zum 31.07.2012 kam es mehrfach zu einer Fahrerflucht auf dem Glacisparkfeld. Die Taten wurden allesamt durch die installierten Überwachungskameras aufgezeichnet. Die schuldigen Täter konnten alle ermittelt werden.

- **Mehrere Drogendelikte**

In der Kinnekswiss und dem umliegenden Fußweg, sowie beim Amaliendenkmal wurden in der Periode vom 01.08.2011-31.07.2012 mehrere Verstöße gegen die BTM-Gesetzgebung beobachtet. Die Verkäufer und Käufer konnten durch die Einsatzkräfte noch an Ort und Stelle gestellt werden.

- **Schlägerei Schobermesse**

Während der Schobermesse wurde am Rond-Point Schumann, nahe der Kinnekswiss, einem Mann seitens eines unbekanntes Täters offenbar grundlos eine Boule-Kugel ins Gesicht geschlagen. Der Täter konnte unerkannt, in der Menschenmenge untertauchen.

- **Mann von LKW angefahren**

An der Kreuzung rue Victor Hugo und rue des Glacis wurde ein älterer Mann auf dem Fußgängerstreifen beim Überqueren der Straße von einem LKW erfasst und zu Boden geschleudert. Der Fußgänger wurde schwer verletzt, trug am Unfall jedoch keine Schuld.

- **3 Männer liegen verletzt auf Glacis**

Ein Anrufer teilt mit, dass drei verletzte und blutende Männer auf Glacis (Höhe Av. de la Faiencerie) liegen. Alle drei Personen bluteten am Kopf. Sie hatten sich in der Diskothek MAGNUM mit drei anderen Personen gestritten. Beim Verlassen der Diskothek wurden sie verfolgt und auf dem Parkplatzgelände Glacis kam es zur Auseinandersetzung in welchem Verlauf die Opfer von den Tätern mit Gürteln geschlagen wurden. Einer der Opfer wurde zudem gezwungen am Bankomaten in der rue Schaeffer Geld abzuheben und den Angreifern auszuhändigen. Anhand der Überwachungsbilder von VISUPOL konnte das Fahrzeug, samt Erkennungstafeln der Angreifer ermittelt werden.

- **Diebstahl vermittels Gewalttätigkeiten**

5 Jugendliche befanden sich in der Kinnekswiss als sie von einer Gruppe (7-10 junge Männer) bedrängt und ausgeraubt wurden. Die Täter konnten unerkannt flüchten.

- **Angeblich in Kinnekswiss vergewaltigt.**

Eine Frau führt Klage wegen Vergewaltigung. Sie wurde angeblich auf der Kinnekswiss auf einer Parkbank von einem gutgekleideten Mann angesprochen und vergewaltigt. Bei der retrograden Auswertung der Überwachungsbilder konnte die Frau in der Kinnekswiss gesichtet werden. Sie war dabei gewesen eine Champagnerflasche leer zu trinken. Sie setzte sich in der Tat auf eine Parkbank. Es konnte jedoch nicht beobachtet werden, dass es dort zu einer Vergewaltigung oder sonst einem Übergriff seitens eines Mannes gekommen war.

4.2 SICHERHEITSSZONE B (ALDRINGEN).

- **Täter hat versucht Hotellobby in Brand zu setzen.**

In einem Hotel versuchte ein Mann anhand eines Stapels Zeitungen die Hotellobby in Brand zu setzen. Der Mann flüchtete und konnte auf den Überwachungsbildern der Kameras auf Aldringen gesichtet werden.

- **Diebstahl von Geld**

Zwei Männer betreten ein Geschäft in der Grand-Rue. Durch einen Ablenkungstrick gelang es den Männern eine bestimmte Geldsumme zu entwenden. Die Männer flüchteten in Richtung Glacis. Dort konnten sie von den Überwachungskameras gesichtet werden. Die Täter wurden von der Polizei gefasst.

- **Diebstahl und Erpressung**

In der Galerie Aldringen wurde dem jugendlichen Kläger von zwei Jugendlichen seiner Brieftasche beraubt und ihm wurde unter Androhung von Gewalt seine Armbanduhr abgepresst.

4.3 SICHERHEITSSZONE C (QUARTIER DE LA GARE).

- **Mehrere Drogendelikte**

In der Sicherheitszone C wurden in der Periode vom 01.08.2011-31.07.2012 mehrere Verstöße gegen die BTM-Gesetzgebung beobachtet. Die Verkäufer und Käufer konnten durch die Einsatzkräfte noch an Ort und Stelle gestellt werden.

- **Diebstahl vermittelt Gewalttätigkeiten.**

In der Nacht begibt sich der Kläger zum Geldautomaten auf der Place de la Gare und hebt eine Geldsumme ab. Der Mann wurde hierbei von 2 Tätern beobachtet und kurze Zeit später seiner eben aufgehobenen Geldsumme beraubt. Die Täter flüchteten in Richtung Bonnevoie.

- **Massenschlägerei**

In der rue Joseph Junck ereignet sich eine Massenschlägerei zwischen 20 Personen. Im Verlauf der Schlägerei wurde ein Mann mit einem Messer angegriffen und im Gesicht verletzt, sowie erlitt das Opfer eine Stichwunde in der Schulter. Die Täter flüchteten in Richtung Bahnhof wo sie kurze Zeit später gestellt wurden. Der Angreifer mit dem Messer konnte identifiziert werden.

- **Diebstahl einer goldenen Halskette**

Vor dem Bahnhof wurde einer Frau die goldene Halskette gestohlen. Die Täterin ist bestens im Drogenmilieu bekannt. Die Täterin konnte kurze später im Bahnhofsviertel im Besitz des Diebesgutes angetroffen werden.

- **Lebloser Körper entdeckt / Mord**

In der rue d'Alsace wurde von 2 Männern eine Leiche unter einer Plane entdeckt. Beim Opfer handelte es sich um einen Transvestiten, welcher sich auf dem Strassenstrich prostituierte. Offensichtlich war das Opfer zu Tode geprügelt worden. Die seitens des SPJ geführte Untersuchung ergab, dass ein Mann auf einem Fahrrad für die Tat in Frage kommt.

Der Täter auf dem Fahrrad konnte seitens VISUPOL durch die retrograde Bildauswertung am Bahnhof gesichtet werden. Es stellte sich heraus, dass er das Fahrrad in Bonnevoie entwendet hatte und bereits vor der Tat in eine verbale Auseinandersetzung in der rue de Strasbourg, sowie vor dem Bahnhof verwickelt war. Der Täter wurde durch die SPJ verhaftet.

- **Täter verfolgt Opfer mit gezücktem Messer**

Zeugen melden einen Mann mit gezücktem Messer, welcher einem anderen Mann hinterher läuft. Der Täter konnte an der Passerelle des Bahnhofes in Richtung Bonnevoie gestoppt werden. Es stellte sich heraus, dass der Täter mit dem Opfer (beide bestens im Drogenmilieu bekannt) eine verbale Auseinandersetzung betreffend Drogengeschäfte hatte. Hierbei schlug der Täter auf das Opfer ein. Das Opfer konnte flüchten und wurde vom Täter mit gezücktem Messer verfolgt. Der Täter hatte das Messer zwischenzeitlich in einer angrenzenden Mülltonne entsorgt. Das Messer wurde sichergestellt. Gegen den Täter wurde Protokoll errichtet.

- **Angebliche Vergewaltigung**

Eine Frau wird beim CI-gare vorstellig und erklärt, sie wäre soeben vor dem Bahnhof, sprich bei der Passerelle von einem schwarzhäutigen Mann vergewaltigt worden. Der Mann habe sie vor dem Bahnhofsgebäude belästigt und sei ihr dann gefolgt. Bei der Passerelle habe der Mann sie ergriffen zu Boden geworfen und habe ihr unter den Slip gegriffen. Der Mann habe dann von ihr abgelassen und sei in Richtung Place de la Gare davongegangen.

Die retrograde Auswertung der Überwachungsbilder ergab, dass die Frau bereits in Begleitung des Mannes vor dem Bahnhof auftauchte. Beide ulkten herum. Die Frau erweckte den Anschein als sei sie betrunken. Von einem Angriff des vermeintlichen Täters auf die Frau konnten keine Bilder vorgefunden werden.

- **Angriff auf die Schamhaftigkeit**

Eine Studentin der Uni Luxemburg kontaktierte einen vermeintlichen Nachhilfelehrer der englischen Sprache, auf welchen sie in einem Inserat aufmerksam wurde. Beide vereinbarten ein Treffen vor dem Bahnhofsgebäude. Als die beiden sich vor dem Bahnhof trafen, wurde der Mann sofort intim und fasste die Klägerin mehrmals am Gesäß an. Außerdem machte derselbe ihr intime Komplimente und gab an, dass er sie mit in seine Wohnung nehmen könne... Der Täter flüchtete sofort.

- **Diebstahl eines PKW**

Ein Mann stellte sein Fahrzeug auf dem Bahnhofsvorplatz vor dem Geschäft DELHAIZE in verschlossenem Zustand ab. Als er 20 Minuten später aus dem Geschäft austrat, war sein Fahrzeug verschwunden. Auf den Überwachungsbildern war zu erkennen, dass ein Mann in das Fahrzeug stieg und kurze Zeit später vom Bahnhofsvorplatz in Richtung Bonnevoie davon fuhr. Der vermeintliche Fahrer war bedingt durch die Kameraposition nicht zu erkennen.